

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/41438]

29 JUILLET 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition de la police fédérale, des fonctionnaires des administrations fiscales aux fins de l'assister dans la lutte contre la criminalité économique et financière

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise une adaptation de l'arrêté royal du 23 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition de la police fédérale, des fonctionnaires des administrations fiscales aux fins de l'assister dans la lutte contre la criminalité économique et financière.

Ce projet a pour but d'adapter l'arrêté royal du 23 janvier 2007 précité aux changements intervenus au sein du SPF Finances, à savoir l'introduction des nouvelles carrières et de la nouvelle structure du département.

Les principales modifications peuvent être résumées comme suit:

- l'introduction tant des nouvelles carrières que de la nouvelle structure du SPF Finances nécessitent une adaptation de l'arrêté royal susmentionné à la nouvelle situation;

- pour cette même raison, les règles de classement utilisées pour fixer l'ordre de priorité des candidats à une mise à disposition qui ont été considérés comme étant de valeur égale par le Comité de direction sont réécrites;

- suite à la nouvelle structure susmentionnée, les dispositions relatives entre autres, au maintien des droits au sein du SPF Finances du fonctionnaire mis à disposition, aux droits de ce fonctionnaire lors de son retour suite à la fin de sa mise à disposition, ... sont reformulées dans le sens où il est chaque fois question de l'administration générale d'origine au lieu de l'administration d'origine;

- il est prévu d'une part, que pour entrer en ligne de compte pour une mise à disposition, les fonctionnaires doivent être nommés à titre définitif dans le niveau B ou dans la classe A1, A2 ou A3 du niveau A (il y a donc désormais une exclusion de la classe A4 et au-delà) et d'autre part, qu'il puisse être mis fin anticipativement à la mise à disposition lors d'une nomination dans la classe A4 sauf décision contraire des ministres compétents;

- à la demande du Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, une disposition a été prise pour ce qui concerne l'octroi d'une carte de légitimation aux agents mis à disposition de la police fédérale prouvant leur qualité d'« Officier de Police Judiciaire - Auxiliaire du Procureur du Roi et de l'Auditeur de Travail ». Cette carte de légitimation leur sera délivrée par la police fédérale.

Suite à l'abrogation de l'article 12 de l'arrêté royal du 23 janvier 2007 précité, l'article 6 de l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale est d'application en matière d'évaluation des fonctionnaires fiscaux mis à disposition, ce qui implique l'attribution d'office de la mention « répond aux attentes ».

En effet, et pour rappel, lorsque l'évaluation des fonctionnaires fédéraux n'est pas directement prévue dans le dispositif réglementaire qui instaure le principe d'une mise à disposition ou d'un détachement, ni ailleurs, l'arrêté royal du 24 septembre 2013 relatif à l'évaluation dans la fonction publique fédérale s'applique par défaut.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2019/41438]

29 JULI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de federale politie teneinde deze bij te staan in de strijd tegen de georganiseerde economische en financiële criminaliteit

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij ter ondertekening aan Uwe Majesteit voorleggen, beoogt een aanpassing van het koninklijk besluit van 23 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de federale politie teneinde deze bij te staan in de strijd tegen de georganiseerde economische en financiële criminaliteit.

Het heeft als doel voormeld koninklijk besluit van 23 januari 2007 aan te passen aan de veranderde actualiteit binnen de FOD Financiën, met name ingevolge de invoering van de nieuwe loopbanen en de nieuwe structuur van het departement.

De belangrijkste wijzigingen kunnen als volgt worden samengevat:

- de invoering van de nieuwe loopbanen en de nieuwe structuur van de FOD Financiën maken dat bovenvermeld koninklijk besluit dient te worden aangepast aan deze nieuwe situatie;

- om dezelfde reden worden de rangschikkingsregels herschreven die worden gehanteerd om de orde van voorrang te bepalen van de kandidaten voor een terbeschikkingstelling en die door het Directiecomité als gelijkwaardig worden beschouwd;

- omwille van bovenvermelde nieuwe structuur worden de bepalingen die betrekking hebben op o.a. het behoud van de rechten van de ter beschikking gestelde ambtenaar binnen de FOD Financiën, zijn rechten bij terugkeer na zijn terbeschikkingstelling, ... geherformuleerd in die zin dat er telkens sprake is van de algemene administratie van oorsprong i.p.v. de administratie van oorsprong;

- er wordt voorzien dat, om in aanmerking te komen voor een terbeschikkingstelling, de ambtenaren moeten vast benoemd zijn in het niveau B of in de klasse A1 tot A3 (dus niet meer A4 en hoger) in het niveau A en dat de terbeschikkingstelling vervroegd kan worden beëindigd bij benoeming in de klasse A4 behoudens andersluidende beslissing van de bevoegde ministers;

- op verzoek van de Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken werd een bepaling opgenomen i.v.m. het verstrekken van een legitimatiekaart aan de bij de federale politie ter beschikking gestelde ambtenaren die hun de hoedanigheid "Officier van Gerechtelijke Politie – Hulpofficier van de Procureur des Konings en van de Arbeidsauditeur" bewijst. Deze legitimatiekaart zal hen worden verstrekt door de federale politie.

Door de opheffing van artikel 12 in het bovenvermeld koninklijk besluit van 23 januari 2007, wordt inzake de evaluatie van de ter beschikking gestelde fiscale ambtenaren, artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 september 2013 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt van toepassing, wat inhoudt dat ambtshalve de vermelding "voldoet aan de verwachtingen" wordt toegekend.

Inderdaad en ter herinnering, bij gebrek aan een uitdrukkelijke regeling inzake de evaluatie van de federale ambtenaren hetzij in het reglementaire dispositief betreffende de regeling van het principe van een terbeschikkingstelling of een detachering, hetzij elders, is het koninklijk besluit van 24 september 2013 betreffende de evaluatie in het federaal openbaar ambt van toepassing.

Il est fait remarquer qu'il n'y a aucune modification apportée aux dispositions relatives au régime disciplinaire auquel les agents mis à disposition sont soumis, vu que les articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 23 janvier 2007 précité leur sont applicables. Les agents mis à disposition restent soumis au régime disciplinaire repris dans l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. En ce qui concerne le supérieur hiérarchique compétent pour entamer la procédure disciplinaire, l'arrêté ministériel du 30 novembre 2016 portant désignation, au Service public fédéral Finances des supérieurs hiérarchiques compétents pour l'application de l'article 78 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, est également applicable aux agents mis à disposition.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat. Toutefois, l'avis de l'Inspection des Finances n'a pas été redemandé étant donné que la situation, tant en fait qu'en droit, n'a pas changé depuis que l'Inspecteur général des Finances a délivré son avis du 23 septembre 2015.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
A. DE CROO

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Conseil d'État section de législation

Avis 66.299/4 du 1er juillet 2019 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 23 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition de la police fédérale, des fonctionnaires des administrations fiscales aux fins de l'assister dans la lutte contre la criminalité économique et financière'

Le 29 mai 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale, et Ministre de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 23 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition de la police fédérale, des fonctionnaires des administrations fiscales aux fins de l'assister dans la lutte contre la criminalité économique et financière'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 1^{er} juillet 2019. La chambre était composée de Jacques Jaumotte, président du Conseil d'État, Martine Baguet, président de chambre, Bernard Blero, conseiller d'État, Sébastien Van Drooghenbroeck et Jacques Englebert, assesseurs, et Charles-Henri Van Hove, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Stéphane Tellier, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine Baguet.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} juillet 2019.

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Er wordt opgemerkt dat er geen wijzigingen worden aangebracht aan de bepalingen betreffende de tuchtregeling waaraan de ter beschikking gestelde ambtenaren zijn onderworpen, zoals deze zijn opgenomen in de artikelen 13 en 14 van het basisbesluit van 23 januari 2007. De ter beschikking gestelde ambtenaren blijven immers onderworpen aan de tuchtregeling vervat in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel. Wat betreft de hiërarchische meerdere die bevoegd is om de tuchtprocedure op te starten, is ook voor hen het ministerieel besluit van 30 november 2016 tot aanwijzing, bij de Federale Overheidsdienst Financiën, van de bevoegde hiërarchische meerdere voor de toepassing van artikel 78 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, van toepassing.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State. Er werd evenwel geen nieuw advies gevraagd aan de Inspectie van Financiën, vermits de situatie, noch in de feiten, noch in rechte is veranderd sedert het advies dat werd gegeven door de heer Inspecteur-generaal van Financiën op 23 september 2015.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
A. DE CROO

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

Raad van State afdeling Wetgeving

Advies 66.299/4 van 1 juli 2019 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de federale politie teneinde deze bij te staan in de strijd tegen de georganiseerde economische en financiële criminaliteit'

Op 29 mei 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude en Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de federale politie teneinde deze bij te staan in de strijd tegen de georganiseerde economische en financiële criminaliteit'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 1 juli 2019. De kamer was samengesteld uit Jacques Jaumotte, voorzitter van de Raad van State, Martine Baguet, kamervoorzitter, Bernard Blero, staatsraad, Sébastien Van Drooghenbroeck en Jacques Englebert, assesseurs, en Charles-Henri Van Hove, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane Tellier, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine Baguet.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 juli 2019.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Examen du projetPréambule

1. L'Inspecteur général des Finances a donné un avis le 23 septembre 2015.

Compte tenu de la nature et de la portée du contrôle administratif et budgétaire, il est douteux de considérer qu'un avis donné il y a près de quatre ans peut être considéré comme une formalité valablement accomplie, à moins de pouvoir établir que les circonstances de fait et de droit n'ont pas évolué par rapport au projet à examiner.

À défaut, l'auteur du projet sollicitera un nouvel avis.

2. L'alinéa relatif au protocole de négociation, qui est joint au dossier, sera complété.

3. L'alinéa relatif à l'avis de la section de législation du Conseil d'État sera déplacé en fin de préambule, en tant que dernier visa.

DispositifArticles 2, 9 et 10

Lorsqu'une notion est définie, il convient d'y recourir comme telle dans la suite du dispositif.

Compte tenu de la définition donnée par l'article 1^{er}, 1^o, en projet (article 2 du projet) à la notion de « direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée », définie comme « la direction centrale de la direction générale de la police judiciaire visée à l'article 11, 4^o, de l'arrêté royal du 14 novembre 2006 [...] », il convient :

– dans l'article 1^{er}, 4^o, en projet (article 2 du projet), d'omettre les mots « de la direction générale de la police judiciaire » ;

– dans l'article 1^{er}, 5^o, en projet (article 2 du projet), d'omettre les mots « de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale » ;

– à l'article 10, alinéa 2, en projet (article 9, 2^o, deuxième tiret, du projet), d'écrire que les mots à remplacer sont « la direction de la lutte contre la criminalité économique et financière de la direction générale de la police judiciaire de la police » et d'omettre le troisième tiret, devenu inutile par voie de conséquence ;

– à l'article 11 en projet (article 10 du projet), d'écrire que les mots à remplacer dans l'alinéa 1^{er} sont « la direction de la lutte contre la criminalité économique et financière de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale ».

Article 2

1. À l'article 1^{er}, 1^o, en projet, il n'est pas utile de préciser « et dont l'office central de lutte contre la criminalité économique et financière organisée fait partie », l'article 11, 4^o, a), de l'arrêté royal du 14 novembre 2006 'relatif à l'organisation et aux compétences de la police fédérale', auquel la disposition renvoie, énonçant déjà que « la direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée [...] comprend [...] a) des offices centraux [dont celui] de la lutte contre la criminalité économique et financière organisée ».

2. L'article 1^{er}, 2^o, en projet définit le directeur général comme « le directeur général de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale », en ajoutant que ce « directeur général de la direction générale de la police judiciaire » est celui « chargé de la direction générale de la direction générale visée aux articles 10 et 11 du même arrêté », ces articles étant relatifs à « la direction générale de la police judiciaire ». Il est suggéré de définir le directeur général comme « le directeur général de la direction générale de la police judiciaire visée aux articles 10 et 11 du même arrêté ». Si une telle définition n'est pas conforme aux intentions des auteurs du projet, la disposition sera clarifiée.

3. Pour des motifs analogues, à l'article 1^{er}, 3^o, la notion de « directeur » paraît pouvoir être définie comme « le directeur de la direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée ».

Onderzoek van het ontwerpAanhef

1. De inspecteur-generaal van Financiën heeft op 23 september 2015 een advies gegeven.

Gelet op de aard en de strekking van de administratieve en begrotingscontrole valt het te betwijfelen of een advies dat van vier jaar geleden dateert, beschouwd kan worden als een op geldige wijze vervuld vormvereiste, tenzij aangetoond kan worden dat de feitelijke en juridische omstandigheden van het te onderzoeken ontwerp niet veranderd zijn.

Zo niet moet de steller van het ontwerp een nieuw advies aanvragen.

2. Het lid betreffende het protocol van onderhandelingen, welk protocol bij het dossier gevoegd is, moet aangevuld worden.

3. Het lid betreffende het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State moet verplaatst worden naar het einde van de aanhef, als laatste aanhefverwijzing.

DispositiefArtikelen 2, 9 en 10

Wanneer van een begrip een definitie gegeven wordt, dient dat begrip in het vervolg van het dispositief in die vorm gebezigd te worden.

Gelet op de definitie die in het ontworpen artikel 1, 1^o (artikel 2 van het ontwerp), gegeven wordt van het begrip "centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit", namelijk "de centrale directie van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie bedoeld in artikel 11, 4^o, van het koninklijk besluit van 14 november 2006 (...)",

– dienen in het ontworpen artikel 1, 4^o (artikel 2 van het ontwerp), de woorden "van de algemene directie gerechtelijke politie" weggelaten te worden;

– dienen in het ontworpen artikel 1, 5^o (artikel 2 van het ontwerp), de woorden "van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie" weggelaten te worden;

– dient in ontworpen artikel 10, tweede lid (artikel 9, 2^o, tweede streepje van het ontwerp) geschreven te worden dat de te vervangen woorden "de directie van de bestrijding van de economische en financiële criminaliteit van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie" zijn, terwijl het derde streepje weggelaten moet worden, aangezien het dientengevolge nutteloos geworden is;

– dient in ontworpen artikel 11 (artikel 10 van het ontwerp) geschreven te worden dat de woorden die in het eerste lid vervangen moeten worden "de directie van de bestrijding van de economische en financiële criminaliteit van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie" zijn.

Artikel 2

1. Wat het ontworpen artikel 1, 1^o, betreft, is het niet nodig te preciseren "en waarvan de centrale dienst voor de bestrijding van de georganiseerde economische en financiële criminaliteit deel uitmaakt", aangezien in artikel 11, 4^o, a), van het koninklijk besluit van 14 november 2006 'betreffende de organisatie en de bevoegdheden van de federale politie', waarnaar die bepaling verwijst, reeds staat dat "de centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit [onder andere bestaat uit] a) centrale diensten [waaronder die] voor de bestrijding van de georganiseerde economische en financiële criminaliteit".

2. In het ontworpen artikel 1, 2^o, wordt de directeur-generaal gedefinieerd als "de directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie", waarbij vermeld wordt dat die "directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie" de directeur-generaal is die "belast [is] met de algemene leiding van de algemene directie die bedoeld wordt in de artikelen 10 en 11 van hetzelfde besluit", welke artikelen betrekking hebben op "de algemene directie gerechtelijke politie". Voorgesteld wordt om de directeur-generaal te definiëren als "de directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie bedoeld in de artikelen 10 en 11 van hetzelfde besluit". Indien een definitie in die zin niet overeenstemt met de bedoelingen van de stellers van het ontwerp moet deze bepaling verduidelijkt worden.

3. Om soortgelijke redenen kan in het ontworpen artikel 1, 3^o, het begrip "directeur" blijkbaar gedefinieerd worden als "de directeur van de centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit".

4. À l'article 1^{er}, 4^o, en projet, à moins de vouloir faire une référence statique à l'article 31 de la loi du 30 mars 1994 'portant exécution du plan global en matière de fiscalité', les mots « modifié par les lois des 13 mars 2002 et 10 avril 2003 » seront omis.

Article 11

Il convient de préciser que l'article 11/1 en projet est appelé à s'insérer dans le chapitre IV de l'arrêté modifié.

Le greffier,
Charles-Henri Van Hove

Le président du Conseil d'État,
Jacques Jaumotte

29 JUILLET 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition de la police fédérale, des fonctionnaires des administrations fiscales aux fins de l'assister dans la lutte contre la criminalité économique et financière

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 mars 1994 portant exécution du plan global en matière de fiscalité, l'article 31, modifié par les lois des 13 mars 2002 et 10 avril 2003;

Vu l'arrêté royal du 23 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition de la police fédérale, des fonctionnaires des administrations fiscales aux fins de l'assister dans la lutte contre la criminalité économique et financière;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 septembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 7 février 2017;

Vu le protocole de négociation n° C.D. 337/D/109-4 du Comité de Secteur II – Finances, conclu le 28 mai 2019;

Vu la dispense d'analyse d'impact de la réglementation, visée à l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu l'avis 66.299/4 du Conseil d'État, donné le 1^{er} juillet 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 23 janvier 2007 déterminant les modalités de la mise à disposition de la police fédérale, des fonctionnaires des administrations fiscales aux fins de l'assister dans la lutte contre la criminalité économique et financière, le mot « générales » est inséré entre les mots « des administrations » et le mot « fiscales ».

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté, est remplacé par ce qui suit:

« Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, l'on entend par:

1° la direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée: la direction centrale de la direction générale de la police judiciaire visée à l'article 11, 4^o, de l'arrêté royal du 14 novembre 2006 relatif à l'organisation et aux compétences de la police fédérale;

2° directeur général: le directeur général de la direction générale de la police judiciaire visée aux articles 10 et 11 du même arrêté;

3° directeur: le directeur de la direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée;

4° mise à disposition: la mise à disposition auprès de la direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée, d'agents d'une administration générale fiscale en application de l'article 31 de la loi du 30 mars 1994 portant exécution du plan global en matière de fiscalité;

4. Tenzij het de bedoeling is om statisch te verwijzen naar artikel 31 van de wet van 30 maart 1994 'tot uitvoering van het globaal plan op het stuk van de fiscaliteit' in het ontworpen artikel 1, 4^o, dienen de woorden „, gewijzigd bij de wetten van 13 maart 2002 en 10 april 2003” weggelaten te worden.

Artikel 11

Er dient gepreciseerd te worden dat het ontworpen artikel 11/1 ingevoegd wordt in hoofdstuk IV van het te wijzigen besluit.

De griffier,
Charles-Henri Van Hove

De voorzitter van de Raad van State,
Jacques Jaumotte

29 JULI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de federale politie teneinde deze bij te staan in de strijd tegen de georganiseerde economische en financiële criminaliteit

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 maart 1994 tot uitvoering van het globaal plan op het stuk van fiscaliteit, artikel 31, gewijzigd bij de wetten van 13 maart 2002 en 10 april 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de federale politie teneinde deze bij te staan in de strijd tegen de georganiseerde economische en financiële criminaliteit;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 september 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 21 november 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken, d.d. 7 februari 2017;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. D.I. 337/D/109-4 van het Sectorcomité II – Financiën, gesloten op 28 mei 2019;

Gelet op de vrijstelling van het verrichten van de regelgevingsimpactanalyse, bedoeld in artikel 8, § 1, 4^o, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies 66.299/4 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Financiën en van de Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het opschrift van het koninklijk besluit van 23 januari 2007 tot vaststelling van de regels waarbij ambtenaren van de fiscale administraties ter beschikking worden gesteld van de federale politie teneinde deze bij te staan in de strijd tegen de georganiseerde economische en financiële criminaliteit wordt het woord “algemene” ingevoegd tussen de woorden “ambtenaren van de” en de woorden “fiscale administraties”.

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt:

“ Artikel 1. In dit besluit moet worden verstaan onder:

1° de centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit: de centrale directie van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie bedoeld in artikel 11, 4^o, van het koninklijk besluit van 14 november 2006 betreffende de organisatie en de bevoegdheden van de federale politie;

2° directeur-generaal: de directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie bedoeld in de artikelen 10 en 11 van hetzelfde besluit;

3° directeur: de directeur van de centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit;

4° terbeschikkingstelling: de terbeschikkingstelling bij de centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit, van ambtenaren van een algemene fiscale administratie in uitvoering van artikel 31 van de wet van 30 maart 1994 tot uitvoering van het globaal plan op het stuk van de fiscaliteit;

5° l'agent mis à disposition: l'agent d'une administration générale fiscale mis à disposition de la direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée par le Ministre des Finances, conformément aux dispositions du présent arrêté. ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, le mot « fonctionnaires » dans le texte français est remplacé par le mot « agents ».

Art. 4. Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 1° est remplacé par ce qui suit:

«1° être nommé à titre définitif dans le niveau B ou dans la classe A1 à A3 du niveau A et avoir obtenu la mention « exceptionnel » ou « répond aux attentes » à sa dernière évaluation; »;

b) dans le 2°, les mots « l'article 9, 3°, c) de l'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le commissaire général et les directions générales de la police » sont remplacés par les mots « l'article 10, 5°, de l'arrêté royal du 14 novembre 2006 relatif à l'organisation et aux compétences de la police fédérale ».

Art. 5. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit:

« Art. 6. Sur base des postulations, un classement des candidats est établi par le Comité de direction du Service public fédéral Finances.

Pour établir ce classement, le Comité de direction tient compte des qualités professionnelles eu égard notamment aux exigences formulées à l'article 4, 2°.

Lorsque le Comité de direction estime que plusieurs candidats doivent être considérés comme étant de valeur égale, priorité est donnée aux agents appartenant au niveau A.

L'ordre de priorité parmi les agents du niveau A est fixé comme suit:

1. l'agent nommé dans la classe la plus haute;

2. entre les agents nommés dans la même classe, l'agent qui compte l'ancienneté de classe la plus grande;

3 à égalité d'ancienneté de classe des agents appartenant à une même classe, l'agent qui compte l'ancienneté de service la plus grande;

4. à égalité d'ancienneté de service des agents appartenant à une même classe, l'agent le plus âgé.

Parmi les agents du niveau B, priorité est donnée aux titulaires du grade d'expert fiscal.

Sans préjudice de l'alinéa 5, l'ordre de priorité parmi les agents du niveau B est fixé comme suit:

1. l'agent qui compte l'ancienneté de grade la plus grande;

2. à égalité d'ancienneté de grade, l'agent qui compte l'ancienneté de service la plus grande;

3. à égalité d'ancienneté de service, l'agent le plus âgé. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit:

« CHAPITRE III. — Situation de l'agent mis à disposition dans son administration générale d'origine ».

Art. 7. Dans l'article 8 du même arrêté, le mot « générale » est inséré entre les mots « dans l'administration » et les mots « d'origine ».

Art. 8. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit:

« Art. 9. L'agent mis à disposition conserve dans son administration générale d'origine ses droits à la promotion, au changement de grade et à la mutation telle que visée à l'article 49 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

A cet effet, il reçoit les dispenses de service nécessaires à la participation aux formations et aux examens de carrière.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, il conserve son échelle de traitement, les bonifications d'échelle, le complément, le complément de traitement, le supplément ainsi que ses allocations pour autant qu'il continue à remplir les conditions d'octroi.

5° ter beschikking gestelde ambtenaar: de ambtenaar van een algemene fiscale administratie door de Minister van Financiën ter beschikking gesteld van de centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt het woord "functionnaires" in de Franse tekst vervangen door het woord "agents".

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 1° wordt vervangen als volgt:

"1° vast benoemd zijn in het niveau B of in de klasse A1 tot A3 van het niveau A en bij zijn laatste evaluatie de vermelding "uitzonderlijk" of "voldoet aan de verwachtingen" hebben gekregen;"

b) in de bepaling onder 2° worden de woorden "artikel 9, 3°, c) van het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie" vervangen door de woorden "artikel 10, 5°, van het koninklijk besluit van 14 november 2006 betreffende de organisatie en de bevoegdheden van de federale politie".

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 6. Aan de hand van de postulaties worden de kandidaten gerangschikt door het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Financiën.

Om die rangschikking vast te stellen houdt het Directiecomité rekening met de beroepsbekwaamheid inzonderheid met het oog op de vereisten geformuleerd in artikel 4, 2°.

Wanneer het Directiecomité van oordeel is dat verscheidene kandidaten als gelijkwaardig moeten worden beschouwd, wordt voorrang verleend aan de ambtenaren van het niveau A.

De orde van voorrang onder de ambtenaren van het niveau A wordt als volgt geregeld:

1. de ambtenaar benoemd in de hoogste klasse;

2. onder de ambtenaren benoemd in eenzelfde klasse, de ambtenaar met de grootste klasseancienniteit;

3. bij gelijke klasseancienniteit van ambtenaren behorend tot eenzelfde klasse, de ambtenaar met de grootste dienstancienniteit;

4. bij gelijke dienstancienniteit van ambtenaren behorend tot eenzelfde klasse, de oudste ambtenaar.

Onder de ambtenaren van het niveau B, wordt voorrang verleend aan de titularissen van de graad van fiscaal deskundige.

Onverminderd het vijfde lid, wordt de orde van voorrang onder de ambtenaren van het niveau B als volgt geregeld:

1. de ambtenaar met de grootste graadancienniteit;

2. bij gelijke graadancienniteit, de ambtenaar met de grootste dienstancienniteit;

3. bij gelijke dienstancienniteit, de oudste ambtenaar.".

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk III als volgt vervangen:

"HOOFDSTUK III. — Toestand van de ter beschikking gestelde ambtenaar in zijn algemene administratie van oorsprong".

Art. 7. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt het woord "algemene" ingevoegd tussen de woorden "dienstactiviteit in de" en de woorden "administratie van oorsprong".

Art. 8. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 9. De ter beschikking gestelde ambtenaar behoudt in zijn algemene administratie van oorsprong zijn rechten op bevordering, verandering van graad en mutatie zoals bedoeld in artikel 49 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

Te dien einde bekomt hij de nodige dienstvrijstellingen voor deelname aan opleidingen en loopbaanexamens.

Hij behoudt, onverminderd het eerste lid, zijn weddeschaal, de schaalbonificaties, het complement, het weddecomplement, het supplement, alsook zijn toelagen, voor zover hij de toekenningsvoorwaarden verder vervult.

Pour l'application du présent article, le complément, le complément de traitement et le supplément sont ceux tels que définis à l'article 6, 2° à 4°, de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances. ».

Art. 9. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « les changements de classe de métiers » sont abrogés;

2° dans l'alinéa 2:

- les mots « un changement de classe de métiers » sont abrogés;

- les mots « la direction de la lutte contre la criminalité économique et financière de la direction générale de la police judiciaire de la police » sont remplacés par les mots « la direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée ».

Art. 10. Dans l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « la direction de la lutte contre la criminalité économique et financière de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale » sont remplacés par les mots « la direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « la direction de la lutte contre la criminalité économique et financière » sont remplacés par les mots « la direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée ».

Art. 11. Dans le chapitre IV du même arrêté, il est inséré un article 11/1 rédigé comme suit:

« Art. 11/1. Lors de l'exécution de ses missions, l'agent justifie de sa qualité au moyen de la carte de légitimation dont il est porteur.

Cette carte de légitimation est délivrée par la police fédérale à l'agent mis à disposition selon le modèle fixé par Nous.».

Art. 12. Dans le même arrêté, le chapitre V comportant l'article 12 est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 16, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots «, soit dans un emploi auquel est lié le titre de directeur régional d'administration fiscale ou de président d'un comité d'acquisition, soit » sont abrogés;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3:

« Il est d'office mis fin à la mise à disposition lorsque l'agent est désigné pour une fonction de management ou une fonction d'encadrement. ».

Art. 14. Dans l'article 17 du même arrêté, le mot « générale » est inséré entre les mots « la direction générale de l'administration » et les mots « fiscale concernée ».

Art. 15. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre X est remplacé par ce qui suit:

« CHAPITRE X. — Retour de l'agent dans son administration générale d'origine à la fin de sa mise à disposition ».

Art. 16. Dans l'article 18 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « de métiers » sont abrogés;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de métiers » sont chaque fois abrogés;

3° dans l'alinéa 3, les mots « changement de classe de métiers, » sont abrogés.

Art. 17. Dans l'article 19 du même arrêté, le mot « générale » est inséré entre les mots « dans son administration » et les mots « d'origine ».

Art. 18. Dans l'article 20 du même arrêté, le mot « générale » est inséré entre les mots « dans son administration » et les mots « d'origine ».

Voor de toepassing van dit artikel dienen het complement, het weddecomplement en het supplement te worden begrepen, zoals ze worden gedefinieerd in artikel 6, 2° tot 4°, van het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën.”.

Art. 9. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “de veranderingen van vakklasse,” geschrapt;

2° in het tweede lid:

- worden de woorden “een verandering van vakklasse,” geschrapt;

- worden de woorden “de directie van de bestrijding van de economische en financiële criminaliteit van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie” vervangen door de woorden “de centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit”.

Art. 10. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “de directie van de bestrijding van de economische en financiële criminaliteit van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie” vervangen door de woorden “de centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit”;

2° in het tweede lid worden de woorden “de directie van de bestrijding van de economische en financiële criminaliteit” vervangen door de woorden “de centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit”.

Art. 11. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 11/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 11/1. Tijdens de uitvoering van zijn opdrachten bewijst de ambtenaar zijn hoedanigheid door middel van de legitimatiekaart waarvan hij houder is.

Deze legitimatiekaart wordt volgens het door Ons vastgesteld model uitgereikt aan de ter beschikking gestelde ambtenaar door de federale politie.”.

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt het hoofdstuk V dat het artikel 12 bevat, opgeheven.

Art. 13. In artikel 16, §1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, worden de woorden “, hetzij in een betrekking waaraan de titel van gewestelijk directeur bij een fiscaal bestuur of voorzitter van een aankoopcomité is verbonden, hetzij” geschrapt;

2° tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd luidende:

“De terbeschikkingstelling wordt van ambtswege beëindigd wanneer de ambtenaar wordt aangesteld in een managementfunctie of in een staffunctie.”.

Art. 14. In artikel 17 van hetzelfde besluit wordt het woord “algemene” ingevoegd tussen de woorden “de algemene leiding van de betreffende” en de woorden “fiscale administratie”.

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk X als volgt vervangen:

“HOOFDSTUK X. — Terugkeer van de ambtenaar in zijn algemene administratie van oorsprong na het beëindigen van zijn terbeschikkingstelling”.

Art. 16. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “vakklasse” vervangen door het woord “klasse”;

2° in het tweede lid wordt telkens het woord “vakklasse” vervangen door het woord “klasse”;

3° in het derde lid worden de woorden “verandering van vakklasse,” geschrapt.

Art. 17. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt het woord “algemene” ingevoegd tussen de woorden “zijn functies bij zijn” en de woorden “administratie van oorsprong”.

Art. 18. In artikel 20 van hetzelfde besluit wordt het woord “algemene” ingevoegd tussen de woorden “Na zijn terugkeer in zijn” en de woorden “administratie van oorsprong”.

Art. 19. Dans l'article 22 du même arrêté, le mot « générale » est inséré entre les mots « L'administration » et les mots « d'origine ».

Art. 20. Les procédures de mise à disposition qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont en cours continuent à être réglées par les dispositions qui étaient en vigueur avant cette date.

Art. 21. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions et le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 juillet 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

A. DE CROO

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

P. DE CREM

Art. 19. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt het woord "algemene" ingevoegd tussen het woord "De" en de woorden "administratie van oorsprong".

Art. 20. De procedures tot terbeschikkingstelling, die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit lopende zijn, worden verder geregeld door de bepalingen zoals die van kracht waren voor die datum.

Art. 21. De minister bevoegd voor de Financiën en de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 juli 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

A. DE CROO

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

P. DE CREM

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

Direction générale Politique de Mobilité durable et ferroviaire

[C – 2019/41416]

10 JUILLET 2019. — Arrêté ministériel fixant les dispositifs de sécurité du passage à niveau n° 23 sur la ligne ferroviaire n° 50A bifurcation Sint-Katherina-Lombeek - Ostende, situé à Nevele à la hauteur de la borne kilométrique 65.124

Le Ministre de la Mobilité,

Vu la loi du 12 avril 1835 concernant les péages et les règlements de police sur les chemins de fer, l'article 2, interprété par la loi du 11 mars 1866;

Vu la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges, l'article 17, remplacé par la loi du 1^{er} août 1960 et modifié par l'arrêté royal du 18 octobre 2004;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968, l'article 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2011 relatif aux dispositifs de sécurité des passages à niveau sur les voies ferrées, l'article 11, § 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel n° A/98007/50A du 27 avril 1999;

Considérant que l'arrêté ministériel mentionné ci-dessus fixe, entres autres, les dispositifs de sécurité du passage à niveau n° 23 sur la ligne ferroviaire n° 50A bifurcation Sint-Katherina-Lombeek - Ostende, situé à Nevele à la hauteur de la borne kilométrique 65.124;

Considérant qu'il est nécessaire de rendre ces dispositifs de sécurité conformes à l'arrêté royal du 11 juillet 2011 mentionné ci-dessus, en tenant compte des caractéristiques de la circulation routière et ferroviaire ainsi que de la visibilité du passage à niveau visé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le passage à niveau n° 23 sur la ligne ferroviaire n° 50A bifurcation Sint-Katherina-Lombeek - Ostende, situé à Nevele à la hauteur de la borne kilométrique 65.124, est équipé des dispositifs de sécurité visés à l'article 3, 1°, le signal routier A47, et 2° a) de l'arrêté royal du 11 juillet 2011 relatif aux dispositifs de sécurité des passages à niveau sur les voies ferrées.

Art. 2. Le même passage à niveau est en plus équipé des dispositifs de sécurité visés à l'article 4, 1° b), 3°, 4°, 5° et 6° du même arrêté royal :

1) le système à fermeture partielle, de part et d'autre du passage à niveau;

2) un signal sonore, de part et d'autre du passage à niveau;

3) un signal routier A47 à gauche de la route, de part et d'autre du passage à niveau et un signal routier A47 à droite de la route, côté Nevele et orienté vers « Reibroekstraat »;

4) sur chaque signal routier A47 supplémentaire, un signal lumineux de circulation d'interdiction de passage;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

Directoraat-generaal Duurzame Mobiliteit en Spoorbeleid

[C – 2019/41416]

10 JULI 2019. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de veiligheidsinrichtingen van de overweg nr. 23 op de spoorlijn nr. 50A vertakking Sint-Katherina-Lombeek - Oostende, gelegen te Nevele ter hoogte van de kilometerpaal 65.124

De Minister van Mobiliteit,

Gelet op de wet van 12 april 1835 betreffende het tolgeld en de reglementen van de spoorwegpolitie, artikel 2, geïnterpreteerd bij de wet van 11 maart 1866;

Gelet op de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen, artikel 17, vervangen bij de wet van 1 augustus 1960 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 oktober 2004;

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 2011 betreffende de veiligheidsinrichtingen aan overwegen op de spoorwegen, artikel 11, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit nr. A/98007/50A van 27 april 1999;

Overwegende dat bovengenoemd ministerieel besluit de veiligheidsinrichtingen vaststelt van, onder andere, de overweg nr. 23 op de spoorlijn nr. 50A vertakking Sint-Katherina-Lombeek - Oostende, gelegen te Nevele ter hoogte van de kilometerpaal 65.124;

Overwegende dat het noodzakelijk is deze veiligheidsinrichtingen in overeenstemming te brengen met het bovengenoemde koninklijk besluit van 11 juli 2011, rekening houdend met de kenmerkende eigenschappen van het weg- en spoorverkeer en met de zichtbaarheid van bedoelde overweg,

Besluit :

Artikel 1. De overweg nr. 23 op de spoorlijn nr. 50A vertakking Sint-Katherina-Lombeek - Oostende, gelegen te Nevele ter hoogte van de kilometerpaal 65.124, wordt uitgerust met de veiligheidsinrichtingen bedoeld in artikel 3, 1°, het verkeersbord A47, en 2° a) van het koninklijk besluit van 11 juli 2011 betreffende de veiligheidsinrichtingen aan overwegen op de spoorwegen.

Art. 2. Dezelfde overweg wordt bijkomend uitgerust met de veiligheidsinrichtingen bedoeld in artikel 4, 1° b), 3°, 4°, 5° en 6° van hetzelfde koninklijk besluit:

1) het systeem met gedeeltelijke afsluiting, aan weerszijden van de overweg;

2) een geluidsein, aan weerszijden van de overweg;

3) een verkeersbord A47 links van de weg, aan weerszijden van de overweg en een verkeersbord A47 rechts van de weg, kant Nevele en georiënteerd naar Reibroekstraat;

4) op elk bijkomend verkeersbord A47, een verkeerslicht dat de overgang verbiedt;